

Nelly FOISSAC

40 ans - Professeur - Maire adjoint d'ALBI

CANDIDATE DE RASSEMBLEMENT DES FORCES DE GAUCHE

PRESENTEE PAR LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS



Suppléant :

Francis DELPAS

Maire adjoint
de BLAYE-LES-MINES,
Conseiller Régional.



« Si vous êtes "de gauche" et même si vous avez des divergences avec le P.C.F., si vous voulez battre la droite et sa politique et, par conséquent repousser les alliances que prépare le Président, sans remettre en cause le résultat de l'élection présidentielle, vous pouvez en toute tranquillité peser pour une politique de progrès en votant pour ma candidature. »

Pour changer de vie il faut changer de politique.

Or ces élections ont pour but de préparer une alliance durable, au Parlement comme au Gouvernement, entre le PS et une partie de la Droite pour mettre en œuvre la politique liée à la construction de l'Europe de 1992, l'Europe de l'argent-roi. Projet désastreux pour notre pays.

Sincèrement, pensez-vous qu'une telle coalition puisse mettre en œuvre une politique de gauche ?

Jamais la droite n'a soutenu autre chose qu'une politique de droite.

Comme toujours et en toutes circonstances, nous agissons contre l'ensemble de la droite. Celle du centre comme l'extrême-droite symbolisée par le répugnant LE PEN. Comme toujours nous travaillons au rassemblement des forces populaires, des forces de gauche.

Dans cette consultation nous sommes les porte-parole de toutes celles et de tous ceux qui souhaitent pour notre pays une politique moderne. Une politique de justice, de liberté et de paix.

A GAUCHE... TOUT SIMPLEMENT

Madame,
Monsieur,
Mes chers amis,

Depuis mon enfance, par mes racines, mon cœur et ma raison, concilier le privilégié de la fortune et l'exploité m'est apparu aussi impossible que marier l'eau et le feu.

Dès lors, j'ai fait un choix qui ne m'a pas quitté : je suis à gauche.

A quelques jours de cette consultation à laquelle on vous appelle pour assurer l'alliance entre la droite et le Parti socialiste, il me revient cette phrase du grand socialiste de chez nous Augustin MALROUX écrite le 10 juillet 1940 :

« Je reste un protestataire »

Il est des moments où la fidélité aux valeurs essentielles emprunte ce chemin-là.

Si, comme moi, vous croyez qu'on ne fera jamais une politique de gauche en s'unissant à la droite,

Si vous voulez confirmer votre vote du 8 mai où vous avez écarté du pouvoir les CHIRAC, BARRE et LE PEN,

Si vous voulez vous prononcer pour une politique nouvelle et pour l'union de toutes les forces de gauche, vous aussi, faites votre choix le 5 juin.

Après JAURES et A. MALROUX, après E. AUGUSTIN et M. PELISSOU, avec le vote communiste, continuez cette œuvre de PAIX, de JUSTICE, et de LIBERTE.

C'est de ce côté-là que se trouve l'avenir.

Nelly FOISSAC
Maire Adjoint d'ALBI

Vu le candidat,

Pour le progrès social,
national, démocratique

VOICI MES PROPOSITIONS

JUSTICE

S.M.I.C. à 6.000 F

Augmentation des petits et moyens salaires, du revenu paysan.

25 % des profits des entreprises suffiraient.

3.000 F mensuels pour les foyers ou personnes seules sans ressources.

Financés par un impôt sur les grandes fortunes qui rapporterait 20 milliards de francs.

Sécurité sociale : Faire cotiser les revenus financiers autant que les salaires, soit 12,5 %.

Toutes les mesures concernant les restrictions de soins seront abrogées.

Remboursement à 100 % des soins afférents aux « longues maladies ».

Baisse de 10 % des loyers par la réduction de 1 % des taux d'intérêt des emprunts.

Contre le chômage :

- Produire français ;
- Développer des coopérations nouvelles avec tous les peuples ;
- S'attaquer à la spéculation ;
- Développer un secteur public moderne et démocratique ;
- Transformer les TUC en emplois stables ;
- Abrogation de la loi Séguin sur la flexibilité.

40 milliards de francs lourds seront prélevés chaque année sur le budget du surarmement pour être affectés à l'école et à la formation des hommes.

Elaborer un plan d'urgence relatif à la formation des jeunes travailleurs.

LIBERTE

Défense de toutes les libertés (y compris dans les entreprises) et des statuts sociaux.

Reconnaissance sans restriction du droit de grève.

Empêcher tout recul social dans le cadre de l'Europe de 1992.

Démocratisation de nos institutions.

En finir avec le racisme et la ségrégation sociale en s'attaquant aux causes sociales et économiques qui les secrètent.

PAIX

Désarmement : Réviser la loi de programmation militaire. Refus de l'armement de l'espace et de toute armée européenne.

Arrêt des essais nucléaires.

Disparition de toutes les armes nucléaires d'ici à l'an 2000.